

"Il faut sortir des fétichismes"

- ▶ Le président du MR plaide pour une discussion institutionnelle équilibrée.
- ▶ Il s'agit de former un gouvernement fédéral : on ne peut pas simplement dire non.
- ▶ Des décisions fédérales peuvent désamorcer les demandes flamandes.

ENTRETIEN

FRANCIS VAN DE WOESTYNE

Au fait, où en est-on ? Nous avons tenté de le savoir avec l'homme qui semble être au centre de la manœuvre politique, Didier Reynders, ex-informateur, président du MR.

Plusieurs partis se demandent quel a été votre rôle précis, depuis le retrait d'Yves Leterme ?

Le Roi m'a reçu longuement, en qualité d'ancien informateur. Et je tente de proposer une solution acceptée par tous. C'est une question de confiance, au Palais, et de contact avec tous les partenaires. Toute autre proposition est la bienvenue. La mienne a été acceptée par tous...

Comment relancer le processus de négociations entre les partis de l'orange bleue ?

Depuis plusieurs jours, nous tentons de relancer la négociation dans deux domaines. D'une part, le volet communautaire : nous négocions un gouvernement fédéral, il y a donc un dialogue à trouver. On ne peut être purement et simplement en opposition. On ne peut pas non plus croire que l'on fera passer l'ensemble de ses revendications quel que soit le parti ou la Communauté qui les met en avant. Il faut donc réinventer un processus de négociation, imaginer un contenu et enfin savoir jusqu'où on va dans le processus de négociation d'un gouvernement sur la définition de ce que seront les relations entre l'Etat, les Régions et les Communautés dans les mois et les années à venir. Il y a la discussion de procédure sur les majorités, simple, deux tiers, qualifiée. Mais il y a aussi le débat de fond, la discussion équilibrée sur une Belgique fédérale dans laquelle chaque entité se sente bien et n'ait pas l'impression qu'une réforme est faite contre elle.

Il n'y a pas que l'institutionnel...

Effectivement, l'autre enjeu de redémarrage, c'est la politique fédérale elle-même. Pendant les semaines de discussion, il n'a pas été possible, d'engranger de véritables accords.

Pourquoi ? Certains négociateurs disent que le CDH est souvent opposé aux autres partis...

Cela a souvent été de cette nature. CD & V et VLD découvrent le CDH et voient son positionnement politique actuel. On sent qu'il y a des divergences de vue assez pro-



■ Didier Reynders prévient : si l'orange bleue échoue, le MR ne participera pas à une tripartite classique.

fondes dès que l'on aborde des thèmes comme la baisse de la fiscalité sur le travail et les entreprises. C'est vrai aussi en matière de justice et d'immigration. Je sens bien qu'avant de reprendre les négociations, il faudra que les partis aient un début d'accord sur tous ces thèmes. Car les deux négociations sont liées.

Un exemple ?

Un sujet relie les deux thèmes : on peut s'opposer à l'idée, avancée par les partis flamands, de soustractionnels à l'impôt des sociétés. Cela, c'est le débat communautaire. Se trouve aussi sur la table, la possibilité de baisser l'impôt des sociétés à l'échelon fédéral. Je reste convaincu que si l'on trouvait un accord pour baisser l'impôt des sociétés au niveau fédéral, la pression pour transférer la matière à l'échelon régional serait beaucoup plus faible. Les partis flamands tiennent aussi des raisonnements qui ne sont plus directement liés aux transferts de compétences. Dans certains domaines, ils voudraient pouvoir dépenser en Flandre parce qu'ils en ont les moyens, au-delà de ce qui est prévu pour la solidarité fédérale : c'est l'exemple-type du ferroviaire. Je pense qu'un débat doit pouvoir s'ouvrir. Est-ce un drame de laisser une Région, la

Flandre, investir davantage sur son territoire si les francophones obtiennent la garantie que tous les grands projets ferroviaires qu'ils ont en Région wallonne et à Bruxelles se réalisent, le RER par exemple. Des politiques fédérales volontaristes peuvent désamorcer ou faire reculer des demandes flamandes.

La stratégie proposée pour relancer les pourparlers est plutôt de découpler les deux négociations : institutionnelle d'une part et les autres dossiers, de l'autre ?

Une des suggestions est en effet de mener deux discussions. On peut le faire séparément, en parallèle ou en alternance. Mais en bout de course, il faudra juger de la capacité de mener une politique fédérale et de l'évolution institutionnelle. Cela il faut l'inscrire dans un accord de gouvernement. La question est de savoir jusqu'à quel degré de précision les partenaires sont prêts à aller.

Les francophones sont-ils, oui ou non unis sur la position à défendre ?

La position des francophones a été définie avant les élections. Il n'y a pas de demande. Mais il y a une ouverture au dialogue. Si des réformes doivent avoir lieu, elles doivent être équilibrées. S'il y a, dans

la négociation, des éléments revendiqués par les partis flamands, il faut qu'il y ait des demandes francophones telles qu'elles ont été récemment mises en avant par le CDH et le MR. Mais surtout que chaque réforme, quelle qu'elle soit, fasse progresser, non pas une Région contre les autres mais les différentes Régions. Ce qui nous différencie n'est pas nouveau. Le PS, Ecolo et le MR étaient favorables à l'idée d'avoir une déclaration de révision de la Constitution et donc d'ouvrir un débat sur les réformes aux deux tiers après les élections. Le CDH a fait le choix de dire non. Depuis lors, le CDH estime qu'il ne faut pas parler de tout ce qui nécessite une majorité des deux tiers ou une majorité qualifiée. Or dans le dossier BHV, par exemple, les garanties réelles à obtenir pour les francophones en cas de scission se trouvent dans une majorité aux deux tiers. Je préfère passer par une discussion aux deux tiers pour obtenir des garanties aux francophones, plutôt que de me limiter à une discussion sur les seules réformes à majorité simple qui peuvent être dangereuses.

Faut-il choisir dès maintenant, les partis qui feront l'appoint au Nord et au Sud et négocier avec eux le contenu des réformes aux deux

tiers ?

J'ai réuni les partis francophones, PS et Ecolo compris, pour les informer complètement sur les demandes flamandes et francophones. Nous poursuivrons. Mais on peut difficilement demander aux formations politiques qui ne feront pas partie du gouvernement de se prononcer avant que le gouvernement ne s'installe et avant de connaître l'ensemble du programme du gouvernement. Je me réjouis de constater que personne, pour l'instant ne ferme la porte, pour autant que les réformes soient également favorables aux francophones. Je préfère une majorité équilibrée, où, outre les partis francophones et flamands qui négocient, viennent s'ajouter des partis des deux Communautés, même s'il y a déjà eu des appoints déséquilibrés : lors de la Saint-Polycarpe, le CDH a apporté ses voix, il n'y avait pas de pendant flamand. Si, pour des raisons purement tactiques et stratégiques, un parti francophone refuse de voter une réforme clairement favorable aux francophones, on ne va pas décider de ne pas avancer.

Cette négociation en deux temps ne donnera-t-elle pas un poids considérable à ceux qui donneront l'appoint ?

Il y a toujours un danger mais cela s'est toujours fait. Le précédent gouvernement fédéral n'avait pas les deux tiers, on a négocié après. Les accords du Lambermont ont été approuvés selon le même principe. Les Ecolos ont appuyé les accords de la Saint-Michel, même si je ne souhaite pas qu'on reparle des écotaxes aujourd'hui. Il faut sortir des fétichismes. S'il y a des choses que l'on veut refuser, il suffit de le faire avant la formation du gouvernement, peu importe la majorité.

Joëlle Milquet estime qu'Yves Leterme n'a pas su saisir les pistes de négociations...

Le problème est qu'il faut que ces pistes de négociations conviennent aux 4 partis qui négocient et pas à une seule et que chacun ait le sentiment qu'en saisissant une piste, on en sortira. Il n'y a eu aucune piste sur la table qui remporte l'aval de toutes les formations.

Vos rapports avec M^{me} Milquet sont...

...l'apprentissage se fait.

La méthode de travail d'Yves Leterme ?

Le côté désordonné a un fondement. Mais il est vrai qu'il est souvent confronté à des "non" : là aussi il y a un fondement.

Si l'orange bleue échoue, accepterez-vous de faire partie d'une tripartite classique ?

De toute façon, nous ne participerons pas à une tripartite classique. Car dans ce cas, le débat institutionnel monopoliserait les débats. De plus, cela ne respecterait pas du tout le résultat des élections. Si l'orange bleue échoue, il faudra trouver d'autres formules. Mais pour nous, celle-là, c'est non. ■